

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES PASSÉ EN APPEL D'OFFRES OUVERT

#### Aménagement d'espaces sportifs extérieurs

**N°2026914ACFO038**

## Table des matières

Article 1 - Objet du contrat .....	4
1.1 - Contexte / Allotissement .....	4
1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique .....	4
1.2.1 - Définition du besoin à couvrir .....	4
1.2.2 - Description technique .....	8
1.3 - Prestations annexes .....	9
1.3.1 - Garantie des prestations .....	9
1.3.2 - Maintenance des prestations .....	9
1.4 – Variantes .....	9
Article 2 - Localisation et temporalité.....	9
2.1 - Lieux d'exécution.....	9
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction .....	9
2.2.1 - Date de démarrage .....	9
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation .....	10
2.2.3 – Délais des bons de commande .....	10
Article 3 - Dispositions générales du contrat .....	10
3.1 – Type d'accord-cadre .....	10
3.2 – Marché complémentaire / Prestations similaires .....	10
3.2.1 - Marché complémentaire .....	10
3.2.2 - Prestations similaires .....	11
3.3 – Exclusions.....	11
3.4 - Pièces contractuelles .....	11
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité.....	11
Article 5 - Prix.....	11
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué .....	11
5.2- Modalités d'actualisation des prix.....	11
5.3- Modalités de révision des prix .....	12
Article 6- Clause « sauvegarde ».....	12
Article 7- Avance .....	12
Article 8- Modalités de règlement des comptes .....	12
8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs .....	12
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	12
8.3 - Délai global de paiement.....	13
8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants .....	13
Article 9 - Clause environnementale .....	14
Article 10 - Pénalités .....	14

10.1 - Pénalités de retard .....	14
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	14
10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles .....	14
Article 11 - Clause de réexamen .....	14
Article 12 - Circulation des pièces administratives .....	15
Article 13 – Constations de l'exécution des prestations .....	15
13.1 - Vérifications .....	15
13.2 - Décision après vérification .....	15
Article 14 - Assurances .....	15
Article 15 - Résiliation du contrat .....	15
15.1 - Conditions de résiliation .....	15
15.2 - Arrêt des prestations .....	16
Article 16 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	16
Article 17 - Règlement des litiges et langues .....	16
Article 18 - Dérogations .....	16

## **Article 1 - Objet du contrat**

### **1.1 - Contexte / Allotissement**

L'Université de Caen Normandie souhaite aménager, sur ses différents pôles universitaires, des espaces sportifs extérieurs, composés de plateaux sportifs de fitness et de Cross-Training associés à une application mobile de coaching et/ou de tables de Teqball.

Ces plateaux sont composés de différentes gammes d'équipements dédiés à une pratique physique complète adaptée à tous les niveaux, dans l'objectif de promouvoir la santé et le bien-être des étudiants et des membres du personnel de l'Université.

La première réalisation est prévue sur le pôle universitaire de Caen, campus Côte de Nacre, sur une superficie d'environ 200 m<sup>2</sup>.

Le présent accord-cadre est constitué de 2 lots distincts :

- Lot 1 : Création d'espaces sportifs de fitness et de Cross-Training connectés
- Lot 2 : Achat et installation de tables de Teqball

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Concernant le lot 1, l'accord-cadre est exécuté par bons de commande pris sur la base d'un devis répondant à un objet précis, avec ses propres caractéristiques et sa propre configuration d'équipements. Le premier bon de commande correspond à l'aménagement de l'espace sportif du Campus 2 – Côte de Nacre.

Concernant le lot 2, l'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU).

### **1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique**

#### **1.2.1 - Définition du besoin à couvrir**

##### **Lot 1 : Création d'espaces sportifs de fitness et de Cross-Training connectés**

Chaque plateforme a pour objectif d'accueillir un plateau sportif de fitness et/ou une station de Cross-Training de plein air connectée. La composition de chaque station est entièrement personnalisable. Chaque bon de commande pris sur la base d'un devis préalable définit la composition et la combinaison d'aggrégats.

#### **DESCRIPTIF DE LA PLATEFORME**

L'ensemble des travaux de préparation de la plateforme destinée à accueillir les équipements sportifs doivent impérativement être réalisés et réceptionnés avant toute installation desdits équipements. Le titulaire propose dans son devis l'aménagement de la plateforme destinée à accueillir le plateau sportif de fitness et de Cross-Training.

Concernant la première commande :

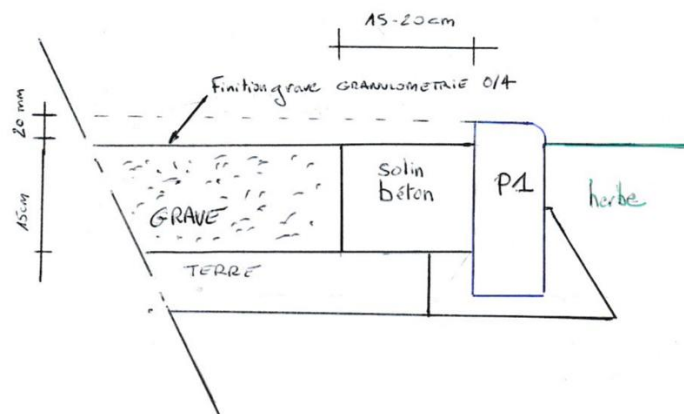
La description ci-dessous est donnée pour exemple :

Mise en œuvre d'une couche de grave calcaire compactée d'une épaisseur de 15 cm, sur l'ensemble de la surface de la plateforme sportive, hors zones en béton.

Grave posée directement sur le sol naturel décaissé et mis à niveau au préalable.

Finition de surface de la grave réalisée en granulométrie 0/4, sur une épaisseur de 20 mm, afin d'assurer une meilleure tenue dans le temps de la sous-couche de gazon synthétique posée ultérieurement.

#### Schéma technique



En périphérie de la plateforme, le titulaire réalise un solin béton d'une largeur de 15 à 20 cm, servant d'assise et de support à la pose d'une bordure de type P1 ou équivalent. Cette bordure périphérique permet de délimiter et de contenir la grave calcaire, et constitue le support de fixation du gazon synthétique en périphérie de l'espace sportif.

Le titulaire réalise les massifs en béton nécessaires à la fixation des équipements sportifs.

Les massifs sont réalisés en béton dosé à 350 kg/m<sup>3</sup> minimum. Ils comprennent :

- Des dalles béton d'une épaisseur de 12 à 15 cm, aux emplacements des Stations de Cross-Training
- Des plots béton de 50 × 50 × 50 cm, aux emplacements des éléments de Street-Workout à scellement direct
- Des plots béton de 102 × 50 × 50 cm, aux emplacements des barres parallèles hautes de Street-Workout

La première plateforme installée au Campus 2 a une superficie d'environ 200 m<sup>2</sup>.

#### DESCRIPTIF DE LA STATION DE CROSS-TRAINING STREET-FIT

Les aires sportives de fitness et Cross-Training connectées sont constituées d'un agencement de différents équipements, dédiés à une pratique physique complète accessibles à tous les niveaux de pratique.

La première installation basée au Campus 2 est composée de 7 agrès fixés à la structure, et permettant la réalisation d'exercices multiples sur un même équipement. L'agencement des agrès de la station permet une utilisation simultanée par plusieurs utilisateurs, et la réalisation de différents exercices physiques sur toutes les zones du corps.

Tous les agrès de la station doivent être fixes sans vérins, roulement à billes ou éléments mobiles.

La première commande est composée :

- Une station de Cross-Training Street-Fit, associée à une application de coaching sportif
- Des plints de pliométrie (x6), une échelle de rythme, et 2 planches proprioceptives
- 2 couloirs sportifs de design actif, dédiés à la réalisation d'exercices de bondissement, de vitesse et d'accélération
- Une barre de traction de Street-Workout et des barres parallèles de Street-Workout
- Un panneau d'affichage et d'informations, contenant des éléments normatifs relatifs à la bonne utilisation des équipements, ainsi que le logo et les coordonnées de l'Université de Caen Normandie.

Les matériaux ci-après sont indicatifs et tout équivalent est accepté.

#### **Composition de la station de Cross-Training Street-Fit :**

La station de Cross-Training Street-Fit est composée des agrès suivants :

- Une barre de traction de hauteur inférieure à 2 mètres, présentant une prise neutre ou « prise marteau », ainsi que des extrémités inclinées
- Une chaise romaine
- Un banc abdo
- Un banc lombaire
- Des barres de dips
- Des chaînes de suspension (TRX)
- Un module Snake bar situé à 2,3 mètres de hauteur.

Les équipements doivent respecter la norme européenne EN 16630- 2015.

Ils sont en acier galvanisé à chaud avec thermo laquage.

La structure et les agrès en acier sont garantis 10 ans.

La station est fixée sur dalle béton de 12 à 15 cm d'épaisseur, ou sur plots béton (50 x 50 x 50 cm).

#### **Plints de pliométrie (2 x 3 plints) ou jump box**

Les plints ou *Jump box* permettent la réalisation d'exercices de bondissement et de pliométrie, de dimension 60 x 30 cm, et disponibles en 5 hauteurs au choix : 40, 50, 60, 70 et 80 cm.

Ils sont en plastique rotomoulé.

Ils sont certifiés conformes à la norme européenne EN16630-2015, et sont garantis 5 ans.

Les plints de pliométrie sont fixés sur dalle béton, sur des platines.

#### **Échelle de rythme**

L'échelle de rythme est composée de différents carrés de 620mm sur 620mm environ, de hauteur de 20mm. Tout système de traçage dans le sol est rejeté.

L'échelle de rythme est réalisée en plastique rotomoulé.

L'échelle de rythme est garantie 5 ans dans des conditions normales d'utilisation.

L'équipement est fixé sur dalle béton, au moyen de vis béton, conformément aux préconisations du fabricant.

### **Planches proprioceptives**

Deux planches proprioceptives identiques, de hauteur d'environ 440 mm.

La planche est composée des éléments suivants :

- Structure en acier galvanisé thermolaqué
- Socle et platine en acier galvanisé thermolaqué
- Silent block en élastomère (élément consommable remplaçable selon l'intensité et la fréquence d'utilisation)
- Fondations en béton dosé à 350 kg/m<sup>3</sup>

Les planches proprioceptives sont garanties 5 ans dans des conditions normales d'utilisation (hors pièce d'usure).

### **Couloirs sportifs de design actif**

Le plateau sportif accueille deux couloirs sportifs de design actif en gazon synthétique, de 10 mètres de long chacun, pour 1 mètre de large.

Couloir de vitesse : présentant différentes zones de couleur pour la réalisation d'exercices d'accélération, de vitesse et de changement de direction.

Couloir de bondissement : présentant des motifs de différentes couleurs pour la réalisation d'exercices de bondissement, permettant de solliciter la détente et l'explosivité des membres inférieurs.

### **DESCRIPTIF DE L'APPLICATION DIGITALE ASSOCIÉE :**

Les stations de Cross-Training et les ateliers de motricité sont associés à une application mobile de coaching sportif développée pour l'utilisation des équipements installés, afin de permettre aux usagers de bénéficier d'une bibliothèque d'exercices à réaliser sur les agrès sportifs mis à leur disposition.

L'application est téléchargeable gratuitement sur IOS ou Android.

Elle propose de très nombreux exercices (au minimum 200) en 3D répartis sur différentes zones du corps et équipements.

L'application doit être native et doit fonctionner en mode avion, sans réseau.

### **DESCRIPTIF DES ÉQUIPEMENTS DE STREET-WORKOUT :**

#### **Barre de traction de Street-Workout**

Cet équipement, en acier galvanisé à chaud avec thermolaquage, doit être certifié conforme à la norme européenne EN16630-2015, et est garanti 10 ans.

La barre est fixée aux poteaux par un système de visserie et les scellements sont dans des plots béton de 500mm de profondeur. Tout système de fixement par « bagues » est exclu.

Conformément à la norme Européenne de sécurité, l'équipement doit faire l'objet de la pose d'un sol amortissant sur l'ensemble de sa zone d'évolution.

### **Barres parallèles hautes de Street-Workout**

L'équipement est composé de :

- Poteaux en acier galvanisé ;
- Barres de préhension en acier galvanisé.

La hauteur de chute maximale doit être inférieure à 1,40 m.

Les réservations béton sont constituées de 2 plots béton dosés à 350 kg/m<sup>3</sup>, de dimensions 102 x 50 x 50 cm.

La fixation est faite par scellement direct dans les plots béton.

Tout système de fixation par bagues ou colliers rapportés est exclu.

L'équipement doit être certifié conforme à la norme européenne NF EN 16630-2015 et est garanti 10 ans.

Conformément à la norme européenne de sécurité et compte tenu de la hauteur de chute (< 1,40 m), l'équipement doit faire l'objet de la mise en œuvre d'un sol amortissant conforme aux exigences normatives en vigueur.

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### **Lot #2 : Préparation d'aires d'implantation, fourniture et installation de tables de Teqball**

Chaque projet a pour objectif d'accueillir une ou plusieurs tables de Teqball, scellée ou non à une aire d'implantation préalablement aménagée.

La table doit être adaptée à une utilisation intensive en milieu universitaire et présenter des caractéristiques de robustesse et de durabilité permettant une installation permanente en extérieur.

Les terrains accueillant les tables de Teqball, d'une dimension d'environ 10m de long sur 8m de large à adapter sur devis, doivent avoir une base en béton ou en asphalte de 1,5m x 1m x 0,1m de profondeur au minimum.

### **1.2.2 - Description technique**

L'accord-cadre mono-attributaire est décomposé comme suit :

Lot	Description du lot	Code CPV	Désignation du code CPV	Montant minimum	Montant maximum
1	Création d'espaces sportifs de fitness et de Cross-Training connectés	37410000	Équipements de sports de plein air	Première commande	600 000€HT
2	Achat et installation de tables de Teqball	37410000	Équipements de sports de plein air	Première commande	200 000€HT



Il est précisé que le montant maximal contractuel ne constitue pas un budget alloué d'office à la prestation, mais un plafond de consommation sur les 4 ans maximum du contrat que l'acheteur s'autorise à atteindre sans obligation de commande minimale.

## **1.3 - Prestations annexes**

### **1.3.1 - Garantie des prestations**

Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 33 du CCAG-FCS. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les éléments ci-dessus font l'objet d'une garantie minimale dont la durée a été précisée.

### **1.3.2 - Maintenance des prestations**

La maintenance des prestations livrées comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

## **1.4 – Variantes**

L'Université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Le nombre maximum de variante pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale. Une proposition de matériel dit « d'occasion », ayant fait l'objet d'un reconditionnement ou ayant été utilisé à des fins de démonstration est possible.

## **Article 2 - Localisation et temporalité**

### **2.1 - Lieux d'exécution**

Les fournitures sont livrées et installées à l'adresse indiquée sur chaque bon de commande.

Les livraisons sont attendus sur : l'ensemble des sites de l'Université de Caen dont la liste est disponible ici : <https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire/>

La première commande est livrée à l'adresse :

Université de Caen Normandie - Campus 2 Côte de Nacre, Boulevard Maréchal Juin, 14000 Caen, France

### **2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction**

#### **2.2.1 - Date de démarrage**

L'accord-cadre débute à sa notification.

## **2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation**

L'accord-cadre est notifié pour une période initiale d'un an.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Toutefois, chaque lot peut prendre fin avant ce délai dès que son montant maximum est atteint.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

## **2.2.3 – Délais des bons de commande**

Des bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Leurs effets perdureront jusqu'à livraison des fournitures et/ou réalisation des prestations commandées. Cette durée ne peut dépasser 1 an.

Lors de demande de devis le délai de remise des devis par le titulaire est fixé au maximum à 10 jours, sauf délai particulier indiqué dans la demande faite par l'Université. En cas d'absence de réponse dans ce délai, le titulaire est réputé renoncer à la fourniture ou la prestation souhaitée par l'Université. L'absence répétée de réponse dans les délais peut aboutir à une résiliation pour faute du titulaire.

## **Article 3 - Dispositions générales du contrat**

### **3.1 – Type d'accord-cadre**

Cet accord-cadre mono-attributaire conclu avec un minimum et un maximum par lot indiqués au paragraphe 1.2.2 ci-dessus est passé en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande sur BPU ou sur devis au fur et à mesure du besoin.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable et seront notifiés au fur et à mesure du besoin.

### **3.2 – Marché complémentaire / Prestations similaires**

#### **3.2.1 - Marché complémentaire**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet des livraisons complémentaires.

Chaque nouvel accord-cadre doit être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

### **3.2.2 - Prestations similaires**

Sans objet.

### **3.3 – Exclusions**

L'université se réserve le droit de réaliser des commandes en dehors du présent accord-cadre lorsqu'aucun matériel ne sera proposé par le titulaire d'un lot ou lorsque seules des propositions inadaptées seront proposées.

Une proposition est inadaptée si elle ne répond pas ou partiellement au besoin exprimé ou si ses conditions de réalisation (délais et tarif notamment) sont manifestement excessives en comparaison de propositions d'un opérateur économique non retenu au présent contrat.

### **3.4 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives *Générales* – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
- L'offre technique et financière du candidat
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)
- Le bon de commande
- Le devis

### **Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### **Article 5 - Prix**

#### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

Les prix sont unitaires selon le BPU ou selon devis.

#### **5.2- Modalités d'actualisation des prix**

Les prix sont fermes, et non actualisables.

### **5.3- Modalités de révision des prix**

Les prix sont fermes la première année.

Les prix sont révisables les années suivantes à la date anniversaire.

Le titulaire peut demander une révision du BPU deux mois avant la date anniversaire du début de contrat, sous réserve d'acceptation du pouvoir adjudicateur.

### **Article 6- Clause « sauvegarde »**

La clause limitative dite "de sauvegarde" s'applique : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% l'an par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS et sans indemnités.

### **Article 7- Avance**

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

**Nota :** *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

### **Article 8- Modalités de règlement des comptes**

#### **8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG FCS : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

La facturation intervient en une fois après le service réalisé (livraison effectuée et/ou prestations réalisées).

Pour chaque bon de commande, la facturation intervient en une fois après le service réalisé.

#### **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et du lot si alloti ;
- le numéro du bon de commande ;

- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

**Transmission des factures via le portail Chorus pro :**

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxx

**NB :**

*En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.*

*Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.*

*La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :*

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

### **8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants**

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

#### En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

## **Article 9 - Clause environnementale**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

## **Article 10 - Pénalités**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous

### **10.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS.

### **10.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles**

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

## **Article 11 - Clause de réexamen**

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la

demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant.

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

## **Article 12 - Circulation des pièces administratives**

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

## **Article 13 – Constations de l'exécution des prestations**

### **13.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **13.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux article 30 du CCAG-FCS.

## **Article 14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **Article 15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation**

Par dérogation aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

## **15.2 - Arrêt des prestations**

Sans objet

### **Article 16 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **Article 17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **Article 18 - Dérogations**

L'article 3.2 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG.FCS

L'article 7.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG.FCS